« L’humeur des jours »

Le nuancier se rétrécit.

par Bruno Frappat

31 mai 2013

**« Collabos »**

La manif est finie. Les calicots ont été repliés. Les poussettes ont été repliées. Les enfants ont été couchés, à peine plus tard que d’habitude. Les politiques ont piapiaté, la droite se divisant contre elle-même, la gauche passant à autre chose. Les médias ont analysé, biaisé parfois. Les évêques, cette fois, ont peu parlé. La grande « manif pour tous » (la der des der ?) s’est dispersée mais tous ne se sont pas dispersés. Des groupes violents, venus dans l’idée d’en découdre avec la police et avec la République, des groupuscules dont la défense de la famille est le cadet des soucis, ont essayé de « tenir » l’esplanade des Invalides. Quelques centaines ont été embarqués. Des journalistes ont été maltraités, battus comme plâtre et traité de « collabos ».

Collabos ? Comme au temps de l’Occupation, lorsque la droite extrême tenait les quelques manettes du pouvoir que lui laissaient les nazis ? Collabos au service de Hollande, nouveau Pétain ? Les dérapages de la lutte contre la « loi Taubira » ont été spectaculaires, à commencer sur le plan du langage et de la dérive des mots. L’abus du mot résistance, déjà signalé ici, a été relevé par le chef de l’État quand il s’est rendu au lycée Buffon pour évoquer, devant des élèves de première, la création, il y a juste soixante-dix ans, du Conseil national de la Résistance, et la figure de Jean Moulin. Dehors, des anti-mariage gay auraient voulu l’empêcher de parler. Des « résistants » ? Le respect des hommes commence par le respect du sens des mots.

Confusion totale dans bien des esprits. L’immense foule des manifestants (plus nombreux que dans toute manifestation de gauche depuis la Libération) n’était pas venue avec l’idée de prendre le maquis contre le gouvernement Ayrault. Ils étaient venus, plus joyeusement que les troupes noires des fascistes de service, confirmer qu’ils n’étaient pas d’accord avec cette loi, qu’ils avaient une autre conception du mariage. Et ils furent sans doute les premiers choqués de voir les nervis occuper tant de place sur les écrans. Ce risque avait été annoncé. On leur avait suggéré la prudence. Ils sont partis au bon moment, pour ne pas assister au dévoiement de leur cause. L’histoire des mécontentements de la société est riche de ces épisodes qui, de Mai-68 en mai 2013, voient quelques profiteurs de crise s’obstiner à dévoyer les combats de braves gens pacifiques.

**Église**

Quelles traces tout cela laissera-t-il au sein de l’Église, en France ? Certains se réjouissent déjà qu’une partie de la jeunesse se soit montrée attentive aux discours d’alarmes lancés par les évêques. Ils pensent que, de la « génération JMJ » à la « génération manif pour tous », il y a une continuité remarquable, encourageante pour l’avenir du catholicisme en France. Et que les « veilleurs » attendant l’aurore de l’Église représentent la seule piste d’avenir souhaitable. Et qu’elle sera durable.

Voire. Maintenant que la mobilisation baisse d’un cran, ceux des cathos qui ont jusqu’ici observé un silence prudent auront-ils à nouveau le droit (la possibilité) d’exprimer sur les évolutions de la société une autre vision que celle qui semble aujourd’hui dominer ? Que le monde catholique soit en train de « virer à droite » de manière spectaculaire ne saurait être nié. Que les rapports entre la société et l’Église soient marqués par un réinvestissement de cette dernière dans des combats de plus en plus politiques, voilà un incontestable résultat de la « séquence » que nous venons de vivre.

Pourtant, il existe encore des catholiques qui ne sont pas d’accord avec cette évolution. On ne les a pas beaucoup entendus. Soit qu’ils n’aient pas osé s’exprimer, soit qu’ils aient choisi de ne pas faire état de leur vague à l’âme pour ne pas entraver un mouvement qui correspondait à une partie (une partie seulement) de leur engagement. Ces « cathos de gauche », minoritaires, ballottés depuis des décennies d’espérances folles nées du Concile et de désillusions des successives reprises en main, sont d’une fidélité à l’Église somme toute héroïque. On s’étonne même qu’il en reste…

Ils ont subi *Humanae vitae* en 1968. Ils ont constaté que les combats de l’Église étaient, sur les questions de mœurs, toujours en opposition avec les évolutions et les demandes de la société. Ils ont vu que, d’élection en élection, toujours la majorité des fidèles votait à droite. En 1984, ils ont observé l’hostilité aux projets éducatifs de la gauche. Ils ont noté que, face à un monde déboussolé, une partie des croyants était aspirée par le besoin d’une identité plus fortement affichée. Cette « identarisation » avait plusieurs causes convergentes : montée de l’islamisme, flottement des valeurs, déclin de ce qui fut l’« Occident chrétien », poids des lobbys, inconfort du statut de minorité après des siècles de domination. Jean-Paul II puis Benoît XVI ont incarné, chacun à sa manière, une présence au monde différente de leurs rêves d’enfouissement.

Eh bien, ces catholiques pour qui l’enseignement de l’Évangile ne saurait se résumer au conservatisme, et encore moins à des obsessions réactionnaires, imaginez comment ils ont vécu la dernière période ! Comment le simplisme, notamment médiatique, les a en quelque sorte abolis en les effaçant de la carte, en ne leur donnant jamais la parole. D’ailleurs, l’auraient-ils prise ? Les évêques, les curés et les organisateurs de la prétendue « résistance » les ont abasourdis et tétanisés. Ils ont eu le sentiment de se situer désormais au fond des églises, tandis que le chœur et la nef résonnaient des accents des militants de la « cause familiale », en l’occurrence de l’anti-mariage gay. L’Église appelait au « débat » mais n’a pas su l’organiser en son sein. Quelques imprudents l’ont tenté mais se sont vite fait reprendre par des leçons de catholicisme données par ceux qui avaient le vent en poupe. Des vieux « conciliaires » se sont fait traiter de tous les noms par des freluquets.

L’Église s’est beaucoup avancée sur ce dossier. Ses raisons ne sont pas secondes ni injustifiées. Mais en laissant les fidèles se faire approcher par les sirènes politiciennes des droites, et cheminer en traînant dans leur sillage les brigades de l’ultra-droite (quitte à se pincer le nez), elle a pris un risque. Elle a accompagné, sans se rendre compte ni évidemment le vouloir, un « retour du refoulé » de l’homophobie (celle-ci s’étale sans honte sur les forums de l’Internet). Elle a pris le risque d’être instrumentalisée par des officines plus proches de l’intégrisme que de la fidélité à Rome. Surtout, elle aura fourni mille et un arguments aux anticatholiques primaires qui, depuis des lustres, trouvent en elle l’incarnation de la réaction. L’empêcheuse de vivre. Ceux-là se frottent les mains quand l’actualité a l’air de justifier leur propre simplisme.

**Bruno Frappat**

**Source :** [**http://www.la-croix.com/Actualite/France/Le-nuancier-se-retrecit.-Par-Bruno-Frappat-2013-05-31-967175**](http://www.la-croix.com/Actualite/France/Le-nuancier-se-retrecit.-Par-Bruno-Frappat-2013-05-31-967175)

Et maintenant que faut-il faire ?

***Retrouvez ci-dessous une réflexion de Mgr Jean-Pierre Batut prononcée sur RCF, un texte qui pose la question d’un agir chrétien au lendemain du vote de la loi Taubira.***

Alors que notre pays s’enfonce dans une crise économique et sociale de plus en plus dramatique, on a voté la loi dite du « mariage pour tous » : appellation mensongère puisque le mariage n’a jamais été et ne pourra jamais être pour tous. On a aussi, autre appellation mensongère, parlé d’« ouverture du mariage » alors qu’il ne s’agissait pas d’ouvrir une institution déjà existante, mais d’en changer la définition, ce qui est tout autre chose. Désormais, dans ce qu’on persiste à appeler le mariage, l’union d’un homme et d’une femme ne sera plus qu’une des modalités possibles. De même, dans ce qu’on continue à appeler la filiation, le fait d’être né d’un père et d’une mère ne sera plus qu’une possibilité parmi d’autres – et tant mieux pour les plus chanceux qui continueront à grandir entre deux parents de sexe différent, et tant pis pour les autres qui, pour satisfaire le désir de toute-puissance des adultes, devront porter toute leur vie la fiction absurde d’être nés de deux hommes ou de deux femmes, sans qu’on leur accorde le droit de connaître leur véritable filiation.

Derrière ce refus pour les plus fragiles d’une liberté élémentaire, c’est bel et bien une forme de totalitarisme qui se profile. « L’origine du totalitarisme, écrivait la philosophe Hannah Arendt, c’est le ressentiment contre le fait de ne pas s’être créé soi-même et de n’avoir pas créé le monde. » Pour le dire autrement, c’est le fait de ne pas supporter de n’être pas tout-puissant, de n’être pas le Tout-Puissant.

Devant ce mensonge et ce déni de réalité, je voudrais avoir ici une pensée pour ceux qui en sont les premières victimes, tout autant et peut-être plus encore que les enfants : je veux parler des personnes homosexuelles. Comme beaucoup de prêtres, tout au long de mon ministère, j’ai entendu souvent les confidences de personnes touchées par l’homosexualité. J’ai été témoin de leur souffrance, de leur sentiment d’exclusion, du mépris dont parfois elles font l’objet. C’est pourquoi ma colère est grande de voir comment on s’est servi d’elles pour achever de détruire une institution fondatrice de la vie en société, sous le faux prétexte de leur donner un droit qu’elles n’auraient pas eu encore. Jamais, depuis que le mariage existe, on n’avait prétendu dénier à un homosexuel le droit de se marier au motif qu’il était homosexuel, chose qui ne regarde ni le législateur ni l’officier d’État civil. Il est donc faux de dire que les homosexuels n’avaient pas le droit de se marier : ils jouissaient de ce droit comme tout le monde, dans le cadre de la définition du mariage qui était valable pour tous.

Désormais, non seulement personne ne sait plus ce qu’est le mariage, mais voilà que les personnes se trouvent classifiées non plus en fonction de leur identité sexuée, mais en fonction de leur « orientation » – chose que les régimes les plus dictatoriaux n’avaient jamais osé jusqu’à présent inscrire dans les textes législatifs.

Et maintenant que faut-il faire ?

Que faire maintenant que la loi est votée et entérinée par le Conseil constitutionnel ?

Trois choses au moins :

1/ Nous souvenir d’abord, comme le rappelait Jean-Paul II dans son encyclique sur l’évangile de la vie, qu’« une loi injuste n’est pas une loi » Il n’y a pas plus injuste que la loi qui vient de détruire le mariage : ce n’est donc pas une loi, et ses dispositions n’obligeront jamais personne.

2/ Ensuite, vivre en chrétiens : qui que nous soyons, c’est en nous voyant vivre que ceux qui ne partagent pas notre foi seront touchés par notre conduite. Notre première mission est d’exister comme disciples de Jésus, nous efforçant sans cesse, dans notre vie de pécheurs pardonnés, de suivre Celui qui est le chemin, la vérité et la vie.

3/ Enfin, continuer à éveiller les consciences sur ce qui est en train de se jouer dans notre société. Nous n’en avons pas fini avec le détricotage du lien social, les atteintes à la dignité humaine sous les prétextes les plus divers : continuons sans nous troubler à appeler bien ce qui est bien et mal ce qui est mal. C’est le plus grand service, la plus grande preuve d’amour fraternel que nous pouvons donner à nos contemporains.

**Mgr Jean-Pierre Batut**

**Source :** [**http://lyon.catholique.fr/?Et-maintenant-que-faut-il-faire**](http://lyon.catholique.fr/?Et-maintenant-que-faut-il-faire)